Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/49
10 février 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Situation au Timor oriental

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1	3
I. LE POINT SUR L'ACTION MENEES PAR LE SECRETAIRE GENERAL DANS SA MISSION DE BONS OFFICES CONCERNANT LA QUESTION DU TIMOR ORIENTAL	2 - 7	3
II. ACTION MENEES PAR LES RAPPORTEURS SPECIAUX ET LES GROUPE DE TRAVAIL DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME CONCERNANT LE TIMOR ORIENTAL	8 - 12	4
A. Action menée par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires	8	4
B. Action menée par le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires	9 - 10	5
C. Action menée par le Rapporteur spécial sur la question de la torture	11 - 12	5

ANNEXES

I. INFORMATIONS EMANANT DU GOUVERNEMENT INDONESIEN	7
II. INFORMATIONS EMANANT DU GOUVERNEMENT PORTUGAIS	9
III. INFORMATIONS EMANANT DE SOURCES NON GOUVERNEMENTALES ...	16

Introduction

1. A la quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, le Président a fait une déclaration le 4 mars 1992 pour annoncer ce dont il avait été convenu par consensus concernant la situation des droits de l'homme au Timor oriental (voir E/CN.4/1992/84, par. 457). Par cette déclaration, la Commission encourageait notamment le Secrétaire général à poursuivre ses bons offices en vue de parvenir à un règlement juste, global et internationalement acceptable de la question du Timor oriental. Elle priait aussi le Secrétaire général de continuer de suivre de près l'évolution de la situation des droits de l'homme au Timor oriental et d'informer la Commission à ce sujet lors de sa quarante-neuvième session. Le présent rapport a été établi en réponse aux requêtes formulées dans la déclaration susmentionnée.

I. LE POINT SUR L'ACTION MENEÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DANS SA MISSION DE BONS OFFICES CONCERNANT LA QUESTION DU TIMOR ORIENTAL

2. M. S. Amos Wako a été nommé au début de février 1992 en tant que représentant personnel du Secrétaire général pour avoir des consultations avec le Gouvernement indonésien et obtenir des clarifications sur l'incident tragique survenu à Dili (Timor oriental) le 12 novembre 1991. Il a séjourné en Indonésie et au Timor oriental du 9 au 14 février 1992 et a soumis son rapport au Secrétaire général le 19 février 1992. Le 24 mars 1992, les conclusions et recommandations figurant dans le rapport de M. Wako ont été communiquées au Gouvernement indonésien.

3. Entre février et décembre 1992, le Secrétaire général a rencontré le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Ali Alatas, à cinq reprises : en février, septembre et décembre à New York, en avril à Beijing et en septembre à Djakarta. A chacune de ces occasions, le Secrétaire général a discuté de la situation des droits de l'homme au Timor oriental, en évoquant particulièrement le violent et tragique incident survenu au cimetière de Santa Cruz à Dili ainsi que les suites de cet incident, et plus récemment la situation du dirigeant du FRETILIN placé en détention, M. Jose (Xanana) Gusmao.

4. M. Alatas a tenu le Secrétaire général informé, lors de ces réunions et par plusieurs lettres où il lui faisait part des réactions de son gouvernement aux conclusions et recommandations formulées dans le rapport de M. Wako ainsi que des mesures prises par le gouvernement suite à l'incident du 12 novembre 1991. Il lui a notamment communiqué le texte intégral du rapport de la Commission nationale d'enquête sur l'incident de Dili, ainsi que copie d'une déclaration du Chef d'état-major des armées relative aux conclusions du conseil d'enquête sur l'honneur de l'armée et aux mesures prises à l'encontre de certains membres des forces armées en relation avec cet incident. Il a également tenu le Secrétaire général au courant des résultats obtenus dans la localisation des personnes portées manquantes à la suite de la fusillade du cimetière de Santa Cruz, ainsi que du passage en jugement des civils inculpés en relation avec cet incident.

5. Le Secrétaire général a envisagé à plusieurs reprises avec le Ministre indonésien des affaires étrangères l'éventualité de l'envoi d'une mission complémentaire à la première visite de M. Wako. Aucune date n'a encore été

fixée pour cette mission, mais l'Indonésie en a accepté l'idée dans son principe et a promis de proposer une date.

6. Depuis que M. Xanana Gusmao a été arrêté près de Dili le 20 novembre 1992, le Secrétaire général suit sa situation. Peu après l'arrestation de ce leader du FRETILIN, il a demandé aux autorités indonésiennes de faire en sorte que le Comité international de la Croix-Rouge puisse entrer immédiatement en contact avec le détenu. Il a encore examiné la question avec le Ministre des affaires étrangères lorsqu'ils se sont rencontrés à New York en décembre.

7. En ce qui concerne la recherche d'une solution globale à la question du Timor oriental, le Secrétaire général a décidé, à la suite de ses consultations au plus haut niveau avec les Gouvernements indonésien et portugais ainsi que des discussions menées pendant plusieurs mois à New York entre de hauts fonctionnaires des Nations Unies et les ambassadeurs respectifs des deux pays, d'inviter les Ministres des affaires étrangères des deux pays à tenir des consultations informelles sous ses auspices et sans condition préalable. Ces discussions informelles ont eu lieu à New York le 26 septembre; elles ont porté sur des questions de forme et de modalités pour la reprise des pourparlers en vue de trouver une solution durable à la question du Timor oriental. C'est encore à New York, le 17 décembre 1992, que s'est tenue la première rencontre officielle entre les deux Ministres des affaires étrangères et le Secrétaire général, qui a été l'occasion d'échanges ouverts et concrets. Les parties sont convenues de reprendre leurs pourparlers le 20 avril 1993 à Rome, sous les auspices du Secrétaire général. Bien qu'aucun progrès significatif n'ait encore été enregistré dans ces pourparlers, le Secrétaire général réaffirme une nouvelle fois son engagement de continuer à déployer ses bons offices pour la recherche d'une solution globale et internationalement acceptable à la question du Timor oriental.

II. ACTION MENEÉ PAR LES RAPPORTEURS SPECIAUX ET LES GROUPES DE TRAVAIL DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME CONCERNANT LE TIMOR ORIENTAL

A. Action menée par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

8. Des renseignements détaillés concernant l'action menée à l'égard du Timor oriental par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires figurent au chapitre II du rapport du Groupe de travail à la Commission (voir E/CN.4/1993/25, par. 278 à 290). Le Groupe de travail a soumis au Gouvernement indonésien un total de 224 cas de disparitions liées à l'incident qui s'est produit au cimetière de Santa Cruz à Dili (Timor oriental). Sur ce nombre, 17 cas ont été communiqués le 10 décembre 1991 selon la procédure dite d'action urgente du Groupe de travail. Les 207 autres cas ont été transmis par le Groupe de travail le 15 décembre 1992. Le Gouvernement indonésien a fait savoir au Groupe de travail que 8 des 17 personnes dont le cas lui avait été soumis le 10 décembre 1991 étaient bien en vie et résidaient à leurs adresses respectives. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a considéré ces cas comme élucidés dans la mesure où, ayant communiqué la réponse du gouvernement à ses sources, celles-ci ne l'avaient pas contestée dans un délai de six mois.

B. Action menée par le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

9. L'action menée par le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en ce qui concerne le Timor oriental est exposée de manière détaillée au chapitre IV du rapport présenté par le Rapporteur spécial à la Commission (voir E/CN.4/1993/46, par. 348 à 353). Le paragraphe 348 de ce rapport donne la teneur des télégrammes envoyés par le Rapporteur spécial au gouvernement à la suite des incidents de Dili, invitant les autorités à mener une enquête à leur sujet conformément aux Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, et à faire en sorte que les personnes identifiées comme responsables d'exécutions extrajudiciaires et autres abus soient rapidement traduites en justice. Le Rapporteur spécial demandait également des informations concernant les allégations selon lesquelles plusieurs autres personnes, notamment des témoins des événements du 12 novembre 1991, auraient été ultérieurement exécutées par des membres des bataillons 700 et 744 de la division Hasanuddin de l'armée indonésienne. Le gouvernement a communiqué au Rapporteur spécial les conclusions de la Commission nationale d'enquête ainsi que des informations sur les poursuites subséquemment intentées contre 10 membres des forces armées. Le rapport du Rapporteur spécial reproduit intégralement les conclusions de la Commission nationale d'enquête.

10. Le Rapporteur spécial a en outre fait savoir au gouvernement qu'il restait préoccupé par des allégations selon lesquelles les procédures de composition et les méthodes de travail de la Commission nationale d'enquête auraient été incompatibles sur plusieurs points importants avec les principes susmentionnés, et par le fait que la nature des inculpations visant les personnes jugées pour leur participation à ces exécutions, ainsi que la durée des peines prononcées, pouvaient être interprétées comme contribuant à un climat d'impunité.

C. Action menée par le Rapporteur spécial sur la question de la torture

11. Des informations détaillées relatives à l'action menée concernant le Timor oriental par le Rapporteur spécial sur la question de la torture figurent au chapitre II du rapport du Rapporteur spécial à la Commission (voir E/CN.4/1993/26, par. 270 à 274). L'attention est également appelée à cet égard sur le rapport présenté par le Rapporteur spécial sur sa visite de novembre 1991 en Indonésie et au Timor oriental (E/CN.4/1992/17/Add.1), et en particulier sur le chapitre III de ce rapport intitulé "Visite au Timor oriental".

12. Durant l'année 1992, le Rapporteur spécial a communiqué au gouvernement des informations concernant plusieurs personnes qui auraient été soumises à la torture au Timor oriental à la suite des incidents de Dili. Dans sa réponse, le gouvernement a affirmé que sur les personnes mentionnées, certaines n'avaient jamais été détenues ni soumises à la torture, et d'autres avaient bien été placées en détention - puis relâchées - mais sans avoir jamais été

torturées. Le Rapporteur spécial a également envoyé au gouvernement deux appels urgents : en faveur de Xanana Gusmao, arrêté le 20 novembre 1992, et en faveur de plusieurs autres personnes arrêtées durant le mois de novembre 1992 et détenues au secret depuis leur arrestation. S'agissant de Xanana Gusmao, le gouvernement a répondu qu'il avait été traité dans le respect des considérations humanitaires conformément à la loi indonésienne. Quant au second appel urgent, il n'a été suivi d'aucune réponse.

Annexe I

INFORMATIONS EMANANT DU GOUVERNEMENT INDONESIEN

Note verbale datée du 29 mai 1992, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La note verbale susmentionnée, accompagnée notamment d'annexes concernant le rapport préliminaire de la Commission nationale d'enquête sur l'incident survenu le 12 novembre 1991 à Dili, la suite de ce rapport, ainsi que les conclusions du Conseil d'enquête sur l'honneur de l'armée concernant cet incident et les mesures prises, est reproduite dans le document A/47/240 de l'Assemblée générale, daté du 3 juin 1992, qui est disponible pour consultation.

Note verbale datée du 30 juin 1992, adressée au Centre pour les droits de l'homme par la Mission permanente de la République d'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève pour lui communiquer des renseignements concernant la comparution en justice de plusieurs militaires en liaison avec l'incident survenu le 12 novembre 1991 à Dili

1. Suite aux conclusions et recommandations du Conseil d'enquête sur l'honneur de l'armée annoncées par le chef d'état-major des armées, 10 militaires ont été déférés au tribunal militaire de Denpasar, à Bali, entre le 29 mai et le 5 juin 1992. Ils étaient inculpés, en vertu du Code pénal militaire, d'infractions graves à l'éthique militaire et de manquements à la discipline militaire, en particulier de non-obéissance aux ordres. Ces 10 personnes ont toutes été jugées coupables des faits qui leur étaient reprochés et condamnées à des peines d'emprisonnement allant de 8 à 18 mois. On trouvera ci-joint le passage pertinent du communiqué de presse du chef d'état-major des armées, daté du 26 février 1992, annonçant les conclusions du Conseil d'enquête sur l'honneur de l'armée telles que reproduites dans le document E/CN.4/1992/79, la liste des militaires qui sont passés en jugement et les condamnations respectives prononcées à leur encontre.
2. Les procès se sont déroulés à Denpasar et non à Dili parce que tous les prévenus avaient été transférés au commandement militaire d'Udayana, à Bali.
3. Dès le début, comme ce fut le cas pour les procès des civils impliqués dans l'incident, les séances du tribunal militaire ont été ouvertes au public et ont été suivies par des observateurs étrangers.

"LISTE DES 10 MILITAIRES PASSES EN JUGEMENT

DU 29 MAI AU 5 JUIN 1992

1. Caporal chef L.P. Martin Alau : condamné à 17 mois de prison;
2. Soldat de deuxième classe Alfonso de Jesus : condamné à 8 mois de prison;

3. Soldat de deuxième classe Matheus Maya : condamné à 8 mois de prison;
4. Sergent chef Udin Syukur : condamné à 18 mois de prison;
5. Sergent chef P. Saul Meda : condamné à 12 mois de prison;
6. Sergent chef Aloysius Rani : condamné à 14 mois de prison;
7. Sous-lieutenant Mursanib : condamné à 14 mois de prison;
8. Sous-lieutenant John H. Aritonang : condamné à 12 mois de prison;
9. Sous-lieutenant Edi Sunaryo : condamné à 12 mois de prison;
10. Sous-lieutenant Johannes A. Penpada : condamné à 8 mois de prison."

Lettre datée du 4 janvier 1993, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la République d'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies pour lui transmettre une lettre datée du 28 novembre 1992, adressée à lui par le Ministre indonésien des affaires étrangères

"Je vous remercie de votre lettre du 20 novembre 1992 dans laquelle vous demandiez des éclaircissements concernant la récente arrestation de M. Xanana Gusmao par les forces de sécurité indonésiennes.

Je vous confirme volontiers que M. Xanana Gusmao a bien été appréhendé à Dili, dans la matinée du 20 novembre par l'appareil de sécurité indonésien, qui a été aidé dans cette opération par les renseignements et la coopération de la population locale.

A l'heure actuelle il est en garde à vue et on l'interroge en préparation de son passage en justice selon le Code pénal indonésien et la loi relative aux procédures pénales. Je tiens à vous assurer qu'il sera jugé dans le strict respect de ces lois, c'est-à-dire que les séances du tribunal seront publiques et qu'une aide judiciaire lui sera accordée sans restriction. Je tiens également à vous assurer personnellement qu'il est en bonne santé et qu'il n'est soumis à aucun mauvais traitement.

En ce qui concerne la possibilité pour le Comité international de la Croix-Rouge d'entrer en contact avec lui, j'ai le plaisir de vous faire savoir que cette autorisation sera accordée en temps opportun conformément aux règlements en vigueur.

[Le Ministre des affaires étrangères]

(Signé) Ali Alatas"

Annexe II

INFORMATIONS EMANANT DU GOUVERNEMENT PORTUGAIS

Note verbale datée du 5 juin 1992, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une déclaration du Gouvernement portugais relative au procès de Timorais, à Djakarta et Dili, et aux sentences prononcées contre eux, publiée à Lisbonne le 27 mai 1992

"Le Gouvernement portugais appelle l'attention de la communauté internationale sur les procès des Timorais arrêtés lors du massacre de Santa Cruz, en novembre 1991. Ces procès se déroulent en l'absence des garanties minimales requises en matière d'impartialité et de défense. Deux des accusés ont d'ores et déjà été condamnés à de lourdes peines de prison. Le contraste est flagrant entre les condamnations infligées aux victimes, accusées d'avoir mené des activités politiques non violentes en faveur des droits internationalement reconnus du peuple du Timor oriental, et les sanctions extrêmement légères dont ont fait l'objet les officiers responsables des terribles violences.

L'Indonésie est de mauvaise foi car elle a violé de façon flagrante les dispositions de la déclaration adoptée en mars 1992 par la Commission des droits de l'homme, qu'elle avait acceptée et à laquelle elle avait souscrit. Ce faisant, elle s'est montrée dédaigneusement méprisante de l'opinion mondiale qui a condamné le massacre."

Lettre datée du 26 juin 1992, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une déclaration du Gouvernement portugais sur le Timor oriental, publiée à Lisbonne le 23 juin 1992

"On constate une fois de plus un décalage inquiétant entre les sentences prononcées récemment contre des civils timorais et la clémence dont ont bénéficié les militaires indonésiens jugés pour leur participation au massacre du 12 novembre.

Deux autres civils timorais, dont les procès tenus à Dili sont aujourd'hui terminés, ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour des activités non violentes liées au massacre perpétré le 12 novembre 1991 par des militaires indonésiens dans la capitale du Timor oriental, territoire non autonome, illégalement occupé par l'Indonésie.

Juvêncio de Jesus Martins et Felismino da Silva Pereira ont été condamnés respectivement à six ans et à cinq ans et huit mois de prison parce qu'ils auraient participé à l'organisation de la manifestation que l'armée indonésienne a sauvagement réprimée, faisant de nombreuses victimes, comme l'indiquent de nombreuses informations. Entre-temps, il a été publiquement annoncé que plusieurs militaires indonésiens de rang subalterne (deux sous-lieutenants, un sergent et trois simples soldats) qui, curieusement, étaient tous trois originaires du Timor oriental,

avaient été traduits en cour martiale et condamnés à des peines allant de 8 à 18 mois de prison. Les chefs d'accusation retenus contre eux (insubordination et blessures causées à autrui à la baïonnette) indiquent clairement qu'une enquête sérieuse visant à identifier les véritables responsables de cet horrible événement qui a indigné le monde entier n'est pas encore en vue, loin de là. Qui a donné l'ordre de tirer au cimetière de Santa Cruz ? Qui porte la responsabilité d'un massacre qui a fait tant de morts et de blessés ? Ces questions demeurent sans réponse malgré les promesses faites ultérieurement par les autorités indonésiennes.

L'Indonésie s'est engagée à identifier et à sanctionner tous les responsables de cette tragédie. A ce jour, son interprétation de cet engagement l'a amenée, comme nous l'avons dit plus haut, à imposer de lourdes peines à des Timorais accusés non pas d'avoir commis des actes de violence, mais d'avoir organisé des manifestations pacifiques. Comment ne pas être choqué et indigné par le contraste entre cette sanction et celle qui a été prononcée contre les militaires, simples gradés au demeurant, ayant pris part à cet acte horrible.

L'Indonésie continue de violer de façon flagrante tous les engagements qu'elle a pris en souscrivant à la déclaration approuvée par consensus par la Commission des droits de l'homme et faite par son Président le 4 mars 1992.

Non seulement le procès des auteurs du carnage a abouti à des sanctions dérisoires mais les civils, dont la Commission des droits de l'homme avait demandé la libération immédiate, ont été condamnés.

Cela montre bien que le Gouvernement indonésien a répondu par le plus grand cynisme aux interventions de la Commission. Cela montre aussi en quel mépris l'Indonésie tient les droits de l'homme.

Le Portugal condamne ces actions avec la plus grande fermeté et espère que la communauté internationale en tirera les conclusions appropriées. Il affirme en outre sa solidarité sans réserve avec tous les Timorais qui ont été condamnés à des peines injustes et illégitimes ayant pour but de réprimer la lutte qu'ils mènent pour que le peuple du Timor oriental puisse choisir librement son avenir politique."

Lettre datée du 21 juillet 1992, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une déclaration du porte-parole du Ministère des affaires étrangères du Portugal relative à la condamnation à la prison à vie d'un Timorais à Dili, publiée à Lisbonne le 2 juillet 1992

"Le Portugal a dénoncé à plusieurs reprises le cynisme et le mépris systématiques que l'Indonésie oppose aux critiques et aux démarches de la communauté internationale. En jugeant et en condamnant comme elles l'ont fait les civils timorais arrêtés à la suite du massacre commis le 12 novembre 1992 dans le cimetière de Santa Cruz, les autorités de Jakarta continuent d'offrir un déplorable spectacle.

Gregorio da Cunha Saldanha a été à son tour condamné à la prison à vie pour avoir été le principal instigateur et organisateur de la manifestation qui a eu lieu ce jour-là. Quelques jours auparavant, Francisco Miranda Branco avait été condamné à 15 ans de prison. Aucun d'eux n'ayant été inculpé d'actes de violence, ils auraient dû, comme les autres manifestants civils qui ont été condamnés à des peines de prison de longue durée, être relâchés dans les plus brefs délais conformément à la déclaration d'accord du Haut Commissariat pour les réfugiés à laquelle l'Indonésie a souscrit.

La sentence injuste et illégale prononcée contre Gregorio da Cunha Saldanha reflète le mépris croissant de l'Indonésie pour la communauté internationale. Elle démontre clairement que les promesses faites par ce pays pour apaiser l'indignation causée par le massacre ne méritent aucun crédit et que les autorités indonésiennes n'ont nullement l'intention de tenir les engagements qu'elles ont pris devant la Commission des droits de l'homme.

Les survivants du massacre de Santa Cruz continuent d'être victimes d'une répression impitoyable, tandis que les militaires, auteurs de la fusillade, n'ont fait l'objet que de condamnations symboliques, principalement pour insubordination. L'enquête promise sur les circonstances du massacre et les sanctions imposées aux responsables ont abouti à ce résultat absurde qui traduit une absence totale de bonne foi.

La facilité avec laquelle l'Indonésie revient sur ses promesses ne peut passer inaperçue aux yeux de ceux qui, jusqu'à présent, ont tenté de justifier leur propre acceptation des engagements pris par le Gouvernement indonésien et de l'attitude de 'coopération' qu'il manifeste depuis le massacre de Santa Cruz."

Note verbale datée du 20 novembre 1992, adressée au Centre pour les droits de l'homme par la Mission permanente du Portugal auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, transmettant un communiqué du Gouvernement portugais à l'occasion de l'anniversaire du massacre de Santa Cruz, le 12 novembre 1991

"Le massacre brutal de civils timorais perpétré par les troupes indonésiennes, il y a aujourd'hui tout juste un an, a constitué, comme le monde entier a pu s'en rendre compte, un virage dans l'évolution de la question du Timor oriental.

Depuis le 12 novembre, il n'est plus possible aux occupants illégaux du territoire de soutenir que les dénonciations régulières - non seulement par le Portugal mais également par d'autres pays, organisations et autorités - de la situation insoutenable dans le territoire, n'étaient que pures calomnies et accusations sans fondement. Finalement, au bout de plus de 15 ans d'occupation, pendant lesquels tout a été mis en oeuvre pour isoler le territoire et faire le silence sur ce qui s'y passait, la réalité nue et crue de la répression effrénée a montré son vrai visage. L'occupation du Timor oriental, avec son cortège de milliers de victimes, n'a pas empêché ni découragé les Timorais, spécialement les plus jeunes, de manifester pour leurs droits et libertés élémentaires. Le temps n'a

pas consolidé ni fait accepter l'occupation, bien au contraire; il n'a fait que renforcer la détermination de ceux qui y sont assujettis. On peut dire que le massacre de Santa Cruz a sensibilisé la communauté internationale au drame persistant d'un petit peuple, envahi et soumis par la force, dans un acte intolérable qui va à l'encontre de tous les grands principes jugés impératifs et universels en cette fin

du XX siècle.

Ainsi le sacrifice tragique d'un si grand nombre de jeunes n'a pas été vain. Il a réveillé beaucoup de consciences endormies, mis en évidence les incohérences et les hypocrisies et créé les conditions qui ont permis d'entreprendre toute une série d'actions politiques et diplomatiques qui éclairent indiscutablement d'un jour nouveau la question du Timor oriental. Les nouvelles prises de position des Communautés européennes sur la question, l'interruption de l'aide militaire américaine à l'Indonésie, les délibérations au sein de la Commission des droits de l'homme et la solidarité qui se manifeste spontanément dans bien des pays démontrent que, finalement, l'opinion publique mondiale est en train d'envisager la question dans une perspective favorable au respect des droits fondamentaux du peuple timorais, qui doit être assuré dans les faits.

Malheureusement, il faut aussi bien reconnaître que cette prise de conscience croissante, au niveau international, de la tragique question du Timor oriental n'a pas eu de répercussions positives sur la situation dans le territoire.

Il faut souligner que l'Indonésie n'a toujours pas la moindre intention de mettre un terme aux violations des droits de l'homme qui persistent au Timor oriental, comme le démontrent le contraste absurde entre les peines symboliques prononcées contre les responsables de la tuerie du cimetière de Santa Cruz et les lourdes peines de prison, y compris une peine de prison à vie, infligées aux civils timorais survivants, qui n'étaient pourtant pas accusés d'actes de violence, le fait que le territoire a été interdit aux organisations de défense des droits de l'homme qui ont demandé à s'y rendre, les déclarations scandaleuses d'un 'gouverneur' qui aurait souhaité que tous les manifestants aient été tués et les nouvelles récentes selon lesquelles des centaines de personnes ont été arrêtées.

Le Gouvernement portugais appelle une fois de plus l'attention de la communauté internationale sur cette situation persistante qui constitue un véritable défi aux valeurs et aux principes dits universels, tant en ce qui concerne les droits des peuples que ceux des personnes. Il faut à tout prix empêcher que ne se reproduisent au Timor oriental des violences semblables à celles du 12 novembre 1991, symptômes d'une confrontation qui a ses racines dans le déni des droits en question; l'histoire récente démontre que le temps ne consolide pas les situations illégitimes et imposées par la force et que, bien au contraire, il les use.

Il est donc impératif de trouver une solution négociée et pacifique qui conduise à la décolonisation du territoire dans le plein respect de son identité culturelle et religieuse, des droits légitimes de son peuple, y compris celui de choisir librement sa destinée politique, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions déjà adoptées par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité sur le problème."

Note verbale datée du 25 novembre 1992, adressée au Centre pour les droits de l'homme par la Mission permanente du Portugal auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, transmettant un communiqué du 20 novembre 1992 sur la détention de Xanana Gusmao

"Selon des nouvelles toutes récentes, les autorités indonésiennes, qui occupent illégalement le territoire du Timor oriental, ont capturé ce matin à Dili le dirigeant de la résistance timoraise, Xanana Gusmao.

Xanana Gusmao, par le courage et la ténacité avec lesquels il ne cesse de lutter, au mépris de grands dangers et dans des circonstances difficiles, est le symbole de la détermination du peuple du Timor oriental de s'opposer à la brutale occupation indonésienne.

Le Gouvernement portugais demande à la communauté internationale d'agir au plus vite afin d'obtenir la libération de Xanana Gusmao et la garantie de son intégrité physique, en veillant à ce que ses droits d'être humain soient pleinement respectés par les autorités indonésiennes.

Le Portugal réaffirme sa détermination de continuer à défendre les droits et les libertés du peuple du Timor oriental, y compris le droit de choisir librement sa destinée politique, qui lui a toujours été refusé, et sans lequel il ne sera pas possible de mettre un terme à la situation intolérable qui persiste au Timor oriental."

Lettre datée du 2 décembre 1992, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la déclaration du porte-parole du Ministère des affaires étrangères du Portugal à la suite du passage de Xanana Gusmao dans une émission de la télévision indonésienne

"Etant donné l'inconsistance flagrante des déclarations faites récemment par Xanana Gusmao à la télévision indonésienne par rapport aux positions qui sont depuis longtemps les siennes en tant que résistant à l'occupation du Timor oriental, nous jugeons sa situation actuelle des plus préoccupantes car tout porte à croire qu'il est victime de menaces et d'actes d'agression, de même que sa famille et ses compagnons.

Le Gouvernement portugais fait donc appel à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale, en particulier au Comité international de la Croix-Rouge, pour qu'ils s'efforcent de faire cesser immédiatement ces pratiques, qui constituent une violation des droits de l'homme les plus élémentaires."

Note verbale datée du 1er février 1992, adressée au Centre pour les droits de l'homme par le représentant permanent du Portugal auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, transmettant un aide-mémoire daté du 11 août 1992 relatif à la situation au Timor oriental

L'aide-mémoire susmentionné est résumé aux paragraphes 72 à 77 du document E/CN.4/Sub.2/1992/SR.19 du 21 août 1992, qui peut être consulté.

Note verbale datée du 2 février 1993, adressée au Centre pour les droits de l'homme par la Mission permanente du Portugal auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, transmettant un communiqué en date du 30 janvier 1993 relatif au procès de Xanana Gusmao, chef de la résistance timoraise

"Diverses autorités indonésiennes ont publié un certain nombre de déclarations ambiguës et contradictoires sur le procès de Xanana Gusmao, chef de la résistance timoraise. Il a été annoncé récemment que le procès commencerait le 1er février à Dili, capitale du Timor oriental, territoire non autonome sous administration portugaise, que l'Indonésie occupe illégalement.

Le Gouvernement portugais appelle l'attention sur le fait que Xanana Gusmao sera jugé par une puissance occupante qui, depuis qu'elle a envahi le territoire par la force, a recours à la répression brutale et à la violation systématique des droits de l'homme les plus fondamentaux pour tenter de réduire toute opposition. Elle a imposé sa domination illégale non seulement en violant les principes et fondements du droit international et de la Charte des Nations Unies, mais aussi en passant outre aux résolutions relatives au Timor oriental adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Xanana Gusmao est aujourd'hui jugé parce qu'il résiste à une situation politique imposée par la force qui fait fi du droit à l'autodétermination du peuple du Timor oriental. En le jugeant, le régime indonésien viole le droit international puisqu'il ne possède pas l'autorité juridique, politique ou morale voulue.

Le Timor oriental est un territoire sous occupation militaire dans lequel l'Indonésie n'est aucunement habilitée sur le plan international à exercer une quelconque autorité. Il s'ensuit que le procès de Xanana Gusmao et, s'ils étaient traduits en justice, d'autres Timorais détenus par les autorités relève pleinement des dispositions pertinentes du droit humanitaire international, notamment de celles de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, qui a force obligatoire pour l'Indonésie.

La Convention est applicable, que l'Indonésie occupe légalement ou non le territoire du Timor oriental. Selon ses dispositions (qui s'appliquent au Timor oriental en vertu de l'article 2), Xanana Gusmao a le droit d'être jugé conformément à la loi en vigueur au moment de l'occupation. Il a également le droit d'être jugé impartialement et équitablement, d'être assisté d'un défenseur de son choix qui peut préparer et présenter sans entraves sa défense (et peut lui rendre librement visite); il a le droit d'être informé sans retard des détails

des chefs d'accusation retenus contre lui et celui d'être assisté d'un interprète. Il ne peut être soumis à des pressions physiques ou psychologiques et n'a pas l'obligation de faire des aveux. Ces droits ne sont que quelques-uns de ceux qui lui sont reconnus, outre le droit au respect de la vie humaine et de l'intégrité physique, le droit de conserver son honneur et sa dignité personnels, le droit de ne pas être soumis à la torture, à des mauvais traitements, à des pratiques dégradantes ou à d'autres moyens de contrainte physiques ou psychologiques.

Il est néanmoins manifeste aujourd'hui que l'Indonésie a l'intention d'appliquer son propre droit pénal, notamment sa loi "fourre-tout" contre la subversion qu'elle a pourtant pris l'engagement d'abroger devant la Commission des droits de l'homme. Le prisonnier a été maintenu au secret, excepté lors d'une visite du Comité international de la Croix-Rouge et de la réalisation de plusieurs entretiens télévisés destinés à la propagande. Il semblerait qu'il n'ait pas été autorisé à choisir librement son défenseur puisqu'on a désigné un avocat officiel, qui ne parle aucune langue connue de lui et qui aurait eu des relations professionnelles avec la police. Les autorités ont fait un certain nombre de déclarations contradictoires au sujet des chefs d'accusation qui pourraient être retenus contre Xanana Gusmao. Bien que nul n'ait été autorisé à s'entretenir avec lui, il a d'ores et déjà été contraint à faire des aveux publics dans des conditions dégradantes pour son honneur et sa dignité.

Le Portugal proteste avec véhémence contre le procès de Xanana Gusmao qui, outre qu'il est illégal, se déroulera manifestement dans des circonstances n'offrant aucune garantie d'impartialité ou d'objectivité. Ce procès risque de donner lieu à un lamentable simulacre par lequel l'Indonésie tentera d'amener l'opinion mondiale à considérer l'annexion du Timor oriental par la force comme un fait accompli, au mépris du droit légitime du peuple timorais à l'autodétermination."

Annexe III

INFORMATIONS EMANANT DE SOURCES NON GOUVERNEMENTALES

Pendant la période considérée (mars 1992 à janvier 1993), le Secrétariat a continué de recevoir un grand nombre d'informations concernant la situation au Timor oriental. Ces informations émanaient d'organisations non gouvernementales internationales, de groupes indonésiens de défense des droits de l'homme et de groupes qui se préoccupent expressément de la situation des droits de l'homme au Timor oriental et qui sont, pour la plupart, basés au Portugal. Le Secrétariat a également reçu des dizaines de pétitions émanant de particuliers de divers pays qui demandaient la libération des prisonniers politiques au Timor oriental, et notamment celle de Xanana Gusmao.

On trouvera ci-après un résumé des allégations émanant des sources susmentionnées concernant la période couverte par le présent rapport. Il est à noter que, parmi les organisations et groupes précités qui ont fourni au Secrétariat des informations pertinentes pendant cette période, seule Amnesty International l'a fait de manière suivie et régulière. Ce résumé s'inspire donc surtout des informations fournies par cette organisation. Néanmoins, les informations émanant d'autres organisations ou groupes qui ne figurent dans aucune des publications d'Amnesty International sont reflétées dans les parties B et C du résumé.

A. Informations reçues d'Amnesty International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II)

Au cours de la période considérée, Amnesty International a fourni les documents suivants : "Indonesia/East Timor: Fernando de Araujo - Prisoner of Conscience, May 1992" (Indonésie/Timor oriental : Fernando de Araujo - prisonnier d'opinion, mai 1992); "Indonesia/East Timor: The Suppression of Dissent, July 1992" (Indonésie/Timor oriental : La suppression de la dissidence, juillet 1992); et "East Timor: In Accordance with the Law - Statement before the United Nations Special Committee on Decolonization, July 1992" [Timor oriental : Conformément à la loi - Déclaration faite devant le Comité spécial de la décolonisation (ONU), juillet 1992]. En outre, entre le 23 novembre et le 18 décembre 1992, le Secrétariat a reçu neuf publications intitulées "Amnesty International - Urgent Action", contenant une liste de personnes qui auraient été arrêtées et/ou auraient disparu à la suite de l'arrestation de Xanana Gusmao. Le résumé ci-après a été établi sur la base d'informations contenues dans les rapports et publications susmentionnés.

Dans sa déclaration devant le Comité spécial de la décolonisation en juillet 1992, Amnesty International a indiqué qu'à la suite des incidents de Dili, l'armée avait accru ses pressions sur la population du Timor oriental; un grand nombre de personnes soupçonnées de militantisme politique, y compris des jeunes et des prêtres catholiques, avaient été emprisonnées, menacées de mort et rouées de coups. L'armée avait perquisitionné les maisons où elle soupçonnait que des militants du mouvement indépendantiste avaient trouvé refuge, menaçant de violence leurs occupants. Amnesty International a indiqué, à titre d'exemple, qu'en mars 1992, trois personnes, Felismina dos Santos Conceição, Alfonso Rangel et Amarao de Araujo, avaient été reconnues coupables

"d'agissements contraires à l'intérêt national" en vertu de l'article 122 du Code pénal et condamnées à des peines de prison de deux à cinq ans. Elles étaient accusées d'avoir volé quatre documents militaires "secrets" - qui, selon Amnesty International, étaient des rapports sur des violations de droits de l'homme - et "de les avoir envoyés à des membres des mouvements de résistance à l'étranger" (qui, selon la source, étaient les membres d'une délégation parlementaire portugaise).

En mai 1992, Amnesty International a donné des détails supplémentaires sur certains des civils du Timor oriental arrêtés à la suite des incidents de Dili :

- le 25 mai 1992, Fernando de Araujo a été condamné à neuf ans de prison pour avoir "porté atteinte au Gouvernement indonésien et déshonoré la nation aux yeux de la communauté internationale". Araujo était présenté comme l'un des membres fondateurs et des dirigeants de "Renetil", organisation d'étudiants qui, selon la source, s'opposait pacifiquement à l'intégration du Timor oriental à l'Indonésie. Il a été accusé d'avoir organisé à Djakarta, le 19 novembre 1991, une manifestation de protestation contre les meurtres et les passages à tabac qui avaient eu lieu au cimetière de Santa Cruz à Dili;
- le 26 mai 1992, un tribunal de Djakarta a reconnu Joao Freitas da Camara coupable d'activités subversives et l'a condamné à 10 ans de prison pour avoir organisé une manifestation de protestation contre la tuerie de Santa Cruz;
- Domingos Barreto et Vingito da Silva Guterres, accusés d'avoir publiquement insulté le Gouvernement indonésien pendant la manifestation de Djakarta, ont également été reconnus coupables en mai et condamnés à des peines de prison de six mois et quatre ans et demi, respectivement. Ils avaient été inculpés en vertu des articles 154 et 155 du Code pénal aux termes desquels "exprimer des sentiments d'hostilité, de haine ou de mépris envers le Gouvernement indonésien" est un délit pénal;
- outre les quatre personnes susmentionnées, qui ont été condamnées pour activités subversives ou autres délits en liaison avec les meurtres de Santa Cruz, la source a fourni une liste de personnes encore emprisonnées à Djakarta et au Timor oriental à la suite des mêmes incidents. A Djakarta, une personne a été inculpée pour avoir publiquement exprimé son hostilité au gouvernement et son procès était en cours; 17 autres avaient fait l'objet "d'une mesure de libération conditionnelle mais on ne savait pas où elles se trouvaient actuellement". Au Timor oriental, deux personnes ont été condamnées pour activités subversives et six autres pour avoir publiquement exprimé leur hostilité au gouvernement. Le verdict et la sentence n'étaient pas connus au moment de la publication (mai 1992). Vingt-quatre autres seraient "reléguées à l'extérieur de Dili et 'rééduquées'".

Selon Amnesty International, des informations reçues du Timor oriental en juin 1992 indiquaient que l'enquête ouverte par l'armée afin de retrouver la trace des 90 personnes officiellement portées "disparues" après la tuerie de Santa Cruz n'avait guère progressé et qu'on était toujours sans nouvelles d'elles. En outre, des résidents avaient dit que des corps étaient enterrés à l'extérieur de Dili et qu'à leur avis l'armée ne voulait pas exhumer les cadavres car le nombre de morts était beaucoup plus élevé que ne l'avaient admis les autorités.

S'agissant de la torture et des mauvais traitements dont seraient victimes des personnes soupçonnées d'être des opposants au régime au Timor oriental, Amnesty International a indiqué en juillet 1992 que, selon les informations reçues, nombre d'entre elles continuaient d'être emprisonnées pendant de courtes périodes, torturées et maltraitées. Des personnes soupçonnées de militantisme politique, y compris des prêtres catholiques, auraient été contraintes à se dévêtir, frappées à coups de pied et tabassées; beaucoup d'entre elles auraient reçu des menaces de mort.

En juin 1992, Francisco Miranda Branco et Gregorio da Cunha Saldanha, qui avaient été inculpés de subversion à Dili pour avoir organisé le cortège funèbre qui s'était rendu au cimetière de Santa Cruz juste avant le massacre, ont été condamnés à 15 ans de prison et à la prison à vie, respectivement. On a appris par ailleurs qu'en juin 1992 trois des personnes arrêtées et accusées d'avoir "publiquement exprimé leur haine du gouvernement" avaient été condamnées à des peines de prison allant de six mois à près de sept ans.

Le 23 novembre 1992, Amnesty International a publié deux documents "Action urgente". L'un d'eux contenait une liste de 14 personnes qui feraient partie des centaines de Timorais détenus par la police et l'armée indonésienne au cours de la période précédant la publication du document. Un grand nombre des personnes arrêtées avant l'anniversaire du massacre de Santa Cruz de novembre 1991 parce qu'elles étaient soupçonnées d'appartenir à l'opposition politique auraient été relâchées après interrogatoire, mais les 14 personnes en question, et bien d'autres peut-être, seraient encore en prison. Amnesty International craignait qu'elles n'y soient victimes de tortures et de mauvais traitements, étant donné que, selon des informations qui lui étaient parvenues, les forces de sécurité indonésiennes avaient coutume d'empêcher les prisonniers politiques de voir leur avocat, en violation du Code de procédure pénale de l'Indonésie (KUHAP, art. 54 et 55). De plus, les représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'étaient jamais autorisés à pénétrer dans les centres de détention avant la fin des interrogatoires.

L'autre publication "Action urgente" parue le 23 novembre 1992, ainsi que cinq autres encore parues les 24, 26 et 30 novembre et les 4 et 10 décembre 1992, traitaient de l'arrestation de Xanana Gusmao et de plusieurs autres personnes arrêtées en même temps ou peu après. Ni les représentants du CICR, ni la famille proche de Xanana Gusmao, y compris sa soeur, le mari de celle-ci, deux de leurs enfants et d'autres membres de la famille Araujo, chez qui Gusmao avait été arrêté, n'avaient pu voir les intéressés.

Le 4 décembre 1992, Amnesty International a indiqué que Gusmao et au moins 20 de ses proches collaborateurs et parents arrêtés depuis le 20 novembre 1992 (date de l'arrestation de Gusmao) étaient toujours au secret et qu'au moins l'une de ces personnes, Jorge Manuel Araujo Serrano, aurait été torturée en prison jusqu'à ce que mort s'ensuive. Amnesty International a donc de nouveau exprimé la crainte que Gusmao et les autres détenus aient aussi été torturés ou maltraités pendant leur interrogatoire. Par ailleurs, au moins deux des femmes détenues à Dili - il s'agirait peut-être de Ligia de Araujo, 22 ans, et de Regina Conceição Araujo Serrano, 18 ans - auraient été violées par des militaires indonésiens devant des membres de leurs familles le 29 novembre. De plus, "selon des sources non identifiées du quartier général de la police" [à Denpasar, Bali], Xanana Gusmao "aurait été roué de coups, torturé à l'électricité et soumis à de graves pressions psychologiques pendant l'interrogatoire".

Le 10 décembre 1992, on a annoncé que le Gouvernement indonésien avait autorisé des représentants du CICR à rendre visite à Xanana Gusmao dans un lieu non identifié à Djakarta, le 7 décembre 1992; mais au moins 39 autres personnes, et peut-être beaucoup plus encore, détenues au Timor oriental depuis le début du mois de novembre 1992, se voyaient toujours refuser le droit de voir des représentants du CICR et restaient au secret.

Le 4 décembre 1992, Amnesty International a publié une liste de 14 personnes qui auraient "disparu" après avoir été arrêtées par les forces de sécurité indonésiennes au début du mois de novembre 1992. On pensait que cinq autres personnes, également arrêtées à la mi-novembre, étaient détenues à Dili, mais on ne savait pas exactement où elles se trouvaient et on craignait qu'elles aient "disparu".

Le 18 décembre 1992, Amnesty International a publié une liste de 25 personnes arrêtées depuis le début du mois de novembre 1992 dans les districts de Manatuto et de Same ainsi qu'à Dili. On ne savait pas exactement où elles se trouvaient, mais on pensait qu'elles étaient détenues dans des centres militaires des villes de Baucau, Same et Dili où elles courraient le risque d'être torturées et maltraitées. Amnesty a ajouté que, selon des informations non confirmées, 17 membres de la famille d'un militant du Timor oriental vivant au Portugal avaient été arrêtés le 25 novembre 1992 à Dili et l'on craignait qu'ils ne soient torturés.

B. Informations émanant de la Commission internationale de juristes (CIJ), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II)

La Commission internationale de juristes (CIJ) a fourni au Secrétariat un rapport détaillé sur les procès de Dili et de Djakarta, intitulé "Tragédie au Timor oriental", daté d'octobre 1992. La Commission a envoyé des observateurs à ces procès. S'agissant des procès de Djakarta, l'observateur de la Commission a conclu qu'ils avaient été, pour l'essentiel, conduits de manière appropriée et, à une exception importante près, conformément aux dispositions du Code pénal concernant le respect de la légalité. "Rien ne prouve directement l'ingérence du gouvernement ou de l'armée dans la procédure. Il est donc difficile d'évaluer l'impartialité des juges." ... "On ne peut

toutefois, derrière une apparence de légalité, occulter la triste réalité, à savoir les conséquences auxquelles s'expose quiconque en Indonésie exprime une opinion dissidente au sujet de la délicate question du Timor oriental. Il faut souligner que l'existence même de la subversion et des lois dites 'génératrices de haine', qui sont toutes deux un héritage de l'époque où sévissait la répression coloniale et de temps politiquement moins stables, représente une grave violation des droits fondamentaux de l'homme ... Les procès et les condamnations révèlent toutefois que l'Indonésie ne peut s'empêcher de faire taire ceux qui s'opposent à elle sur la question du Timor oriental, qu'ils fassent entendre leur voix dans le pays ou à l'étranger, même si cela va à l'encontre des droits fondamentaux de ses propres citoyens."

En ce qui concerne les procès de Dili, la CIJ a indiqué que l'un de ses observateurs avait eu du mal à obtenir l'autorisation de se rendre au Timor oriental et qu'un autre s'était vu refuser un visa au motif que les autorités n'auraient pas le temps de le lui délivrer avant la fin des procès. La CIJ a conclu que, comme ses deux observateurs en avaient fait l'expérience, le Gouvernement indonésien n'avait respecté ni l'esprit ni la lettre de la déclaration faite par le Président de la Commission des droits de l'homme le 5 mars 1992, dans laquelle celui-ci, notamment, invitait instamment les autorités indonésiennes à "faciliter l'accès au Timor oriental à d'autres organisations humanitaires ainsi qu'aux organisations de défense des droits de l'homme". Après avoir comparé les sentences prononcées contre des membres de l'armée impliqués dans le massacre, d'une part, et celles prononcées contre des Timorais, de l'autre, la CIJ a noté que "les charges retenues contre des officiers et des soldats à la suite de l'incident du 12 novembre étaient manifestement sans aucune mesure avec les crimes commis. De plus, ces charges, pour ne rien dire des sentences, étaient incomparablement plus légères que celles dont ont fait l'objet les manifestants et ceux qui ont organisé les manifestations. Il est légitime de dire que, dans ce cas, la 'justice' est allée à contresens".

Les auteurs du rapport concluaient comme suit :

"En tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, l'Indonésie s'est engagée à oeuvrer, en coopération avec l'Organisation, à la promotion du respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'Indonésie a violé l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme en permettant que des poursuites soient engagées au titre de la loi antisubversion contre des personnes qui n'avaient pas commis d'actes de violence mais qui avaient des opinions et cherchaient à les exprimer ainsi qu'à recevoir et diffuser des informations et des idées en liaison avec l'autodétermination du Timor oriental.

L'Indonésie a également violé l'article 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme en permettant que soient intentées des poursuites au titre de la loi antisubversion contre des personnes qui cherchaient à organiser des manifestations pacifiques et qui se réunissaient pour en parler. Si ces manifestations ont entraîné certains actes de violence (à Dili, les preuves dont on dispose indiquent que

la violence a été manifestement le fait des militaires), il ne semble pas que ceux-ci se soient produits par la faute des défenseurs ni qu'ils les aient voulus."

C. Information reçue d'autres sources non gouvernementales

Asia Watch a publié un rapport intitulé "East-Timor: the courts martial" (Timor oriental : les cours martiales), daté du 23 juin 1992, qui rend compte dans le détail des procès de neuf soldats et d'un policier, devant des tribunaux militaires ou de police à Bali. Les intéressés comparaissaient pour avoir participé à la tuerie du cimetière de Santa Cruz. Dans leurs conclusions, les auteurs du rapport affirmaient notamment ce qui suit : "Les cours martiales contribuent à donner au gouvernement indonésien une apparence d'impartialité. Le fait même qu'il y ait eu enquête et que des cours martiales aient siégé est un progrès pour le Gouvernement indonésien et doit être reconnu comme tel, mais les morts et les disparitions survenues le 12 novembre 1992 restent inexplicables. Aucune des personnes condamnées fin mai et début juin n'a été la première à ouvrir le feu; aucune n'a organisé l'enlèvement des corps ni cherché à étouffer l'affaire, ce qui souligne l'élément de spontanéité. Comment ne pas conclure dans ces conditions que les procès ont été mis en scène à l'intention de l'opinion internationale, d'autant plus que des documents qui pourraient contribuer à faire la lumière sur les événements de Dili, par exemple le texte intégral du rapport de la Commission nationale d'enquête et du rapport du Jury d'honneur militaire, ont été tenus secrets. Le rapport contenait deux appendices. Dans le premier figurait une liste des militaires jugés, assortie des condamnations prononcées et qui allaient de 8 à 18 mois de prison. Le second contenait la liste des civils timorais traduits en justice, accompagnée de la peine demandée par le procureur (lorsqu'elle était connue), et des sentences prononcées contre ceux qui avaient déjà été condamnés (7 sur 18) et qui allaient de deux ans et demi de prison à la réclusion à perpétuité (un seul défendeur a été condamné à une peine de moins d'un an de prison).

Dans son bulletin "Indonesian Human Rights Forum" No 4/1992, avril-juin 1992, l'Indonesian Legal Aid Foundation (YLBHI) fait rapport sur les procès à Dili de huit jeunes accusés d'activités subversives pour avoir organisé la manifestation du cimetière de Santa Cruz le 12 novembre 1991, ainsi que sur les procès de Joao de Freitas Camara et Fernando de Araujo à DJakarta. Certains des accusés étaient représentés par une équipe d'avocats de la Legal Aid Foundation et du Barreau indonésien (YLBHI-IKADIN). Voici ce qui est dit dans le Bulletin : "... Tous les membres de l'équipe juridique sont des avocats confirmés et autorisés à exercer dans toutes les provinces de l'Indonésie. L'équipe juridique pouvait donc légitimement représenter les huit Timorais accusés de subversion devant un tribunal de Dili. Mais le juge de Dili a déclaré qu'elle n'y était pas habilitée, parce qu'elle n'avait pas respecté la procédure et n'avait pas obtenu de la Haute Cour des provinces orientales à Kupang, au Timor occidental, l'autorisation de plaider à Dili. ... Le juge de Dili a motivé son refus en invoquant des vices de procédure et, passant outre aux objections des défenseurs, il a chargé un avocat de Dili de les représenter. En vertu du Code de procédure pénale indonésien, un défendeur a le droit de choisir son avocat. Après avoir refusé que les avocats de l'YLBHI-IKADIN représentent les accusés, le juge a prétendu

que, conformément à la loi, un autre avocat devait être désigné, que les défenseurs soient ou non d'accord avec ce choix. En refusant que l'équipe de l'YLBHI-*IKADIN* représente les défenseurs, le juge de Dili a manifestement violé les droits de la défense, tels qu'ils sont énoncés dans l'article 55 du Code de procédure pénale (*KUHAP*) : "... l'inculpé a le droit de choisir son conseil". Protestant contre la décision du juge qui violait les droits de la défense, le directeur de l'YLBHI a demandé à la Cour suprême indonésienne d'intervenir. Saisie de la demande de l'YLBHI, celle-ci a envoyé un télégramme au juge du tribunal de Dili l'enjoignant de reconnaître la légitimité de l'équipe de l'YLBHI-*IKADIN* et de l'autoriser à représenter les défenseurs devant le tribunal de Dili au Timor oriental ...".

Le 16 mai 1992, une organisation appelée "Peace is possible in East Timor - Oecumenical Association" (La paix est possible au Timor oriental - Association oecuménique), basée à Lisbonne (Portugal), a fourni au Secrétariat une liste de 234 personnes qui auraient disparu à la suite de la tuerie de Santa Cruz en novembre 1991. Dans 52 cas, l'organisation a indiqué que les informations dont elle disposait étaient contradictoires et qu'on ne savait pas si ces personnes étaient mortes ou si elles avaient disparu.